



La révolution Chang

Le livre d'un professeur d'économie de Cambridge, Ha-joon Chang*, pulvérise tous les dogmes qui guident la (mal)gouvernance de l'économie mondiale. Lisons-le. Discutons-le. Tirons-en les leçons

Voilà un livre qui pourrait être décisif. Si ce qu'il affirme est vrai, ce qu'on nous dit à longueur de journée dans la plupart des journaux est faux. Si ce qu'il affirme est vrai, tous les Minc, les Parisot, les Copé, tous les pigeons de la nouvelle économie ou les loups-cerviers du CAC 40 nous racontent des sornettes. Si ce qu'il dit est vrai, l'OMC, le FMI et quelques autres institutions de ce genre trompent les peuples à qui mieux-mieux. Si ce qu'il dit est vrai, l'immense majorité des dirigeants du monde occidental est dans l'erreur depuis au moins une trentaine d'années.

Son auteur s'appelle Ha-joon Chang. Qui est-ce ? Un maoïste à l'ancienne ? Un doux rêveur de l'écologie en sandalettes ? Un utopiste hirsute ? Un mélenchoniste ? Non. C'est un respectable professeur à l'université de Cambridge, d'origine sud-coréenne, spécialiste en économie du développement, consultant pour la Banque mondiale, qui a reçu en 2005 le prix Leontieff décerné à ceux qui concourent à « l'avancement des limites de la science économique », comme naguère Amartya Sen ou John Kenneth Galbraith.

Son livre s'appelle « Deux ou trois choses qu'on ne vous dit jamais sur le capitalisme ». S'il a quelque écho en France, ce qui est hautement souhaitable, il posera un problème redoutable aux gourous de l'establishment financier et économique qui dominent le discours économique français. Ces deux ou trois choses sont en fait au nombre de 23 et forment chacune un des chapitres du livre de Chang. Une fois leur lecture achevée, il ne reste rien de l'orthodoxie qui gouverne depuis tant d'années le monde occidental. Non qu'il faille « jeter à bas le système », comme en rêvent paresseusement les penseurs d'une brumeuse alternative. Chang croit au capitalisme comme Churchill croyait à la démocratie. Il y voit le plus mauvais des systèmes à l'exception de tous les autres. Mais il propose de réévaluer fondamentalement notre jugement sur les politiques économiques actuelles. Quelques-unes de ces « choses » qu'on ne vous dit jamais, choisies au hasard, permettent de faire comprendre son propos.

– **On nous dit que nous sommes gouvernés** par des marchés libres, que, l'un dans l'autre, ce système a l'avantage de l'efficacité, et qu'une intervention publique excessive fausse le jeu normal des intérêts, seul capable d'arriver à un optimum. En fait, tout marché obéit à des règles et se heurte à des frontières, qui en limitent la portée et en orientent le fonctionnement. Elles sont si bien acceptées qu'on ne les voit plus, comme les règles de la courtoisie ou bien celles du Code de la route. Pourtant elles jouent un rôle essentiel dans l'économie. C'est à tort qu'on oppose marché et puissance publique. Les deux sont par nature imbriqués. Dès lors la question principale

n'est plus : faut-il ou non intervenir ? Mais : comment intervenir et dans quel but ?

– On nous dit que l'intérêt individuel mène le monde et que c'est justement la force du capitalisme que de faire de cet égoïsme une force productive qui bénéficiera au bout du compte à tout le monde. En fait, l'observation sérieuse des comportements humains montre que, dans de très nombreuses activités, l'intérêt individuel s'efface devant d'autres motivations, le sens du don, la solidarité élémentaire, le désir de gloire ou de reconnaissance, l'esprit d'aventure ou de sacrifice. Comment dès lors, comme le font les libéraux, fonder un système d'analyse de l'économie sur la seule hypothèse de l'agent égoïste et rationnel ? Toute politique économique doit prendre en compte la richesse des motivations humaines et non le seul intérêt individuel, c'est-à-dire raisonner aussi sur les règles morales, les cultures collectives, l'action bonne ou mauvaise des institutions.

– **On nous dit que le libre-échange** est le meilleur principe d'organisation de l'économie planétaire à l'heure de la mondialisation, qu'il permet aux pays pauvres de s'enrichir et aux pays riches de se spécialiser dans les productions les plus neuves. Mais l'étude objective de l'histoire du capitalisme montre que les économies qui dominent le monde se sont développées à l'abri d'un protectionnisme intelligent. La Chine et les autres pays émergents usent largement de mesures de protection pour favoriser leur industrie. Le libre-échange n'est pas une règle absolue ; dans certains cas bien déterminés, que Chang décrit avec précision, le protectionnisme est plus efficace.

– On nous dit que les politiques de stabilisation macroéconomique menées depuis trente ans permettent de donner une base solide à l'économie mondiale. En fait, il n'y a jamais eu autant de crises financières ou monétaires que depuis qu'on a mis cet impératif au premier plan. L'économie était plus stable quand l'impératif de croissance l'emportait sur celui de la stabilité monétaire.

– On nous dit qu'il faut améliorer l'efficacité des marchés financiers. Mais depuis que nous poursuivons cet objectif, nous allons de crise en soubresaut, jusqu'à la récession de 2008, qui aurait dépassé en gravité celle de 1929 si les Etats n'étaient massivement intervenus. Il serait en fait beaucoup plus avantageux de réduire radicalement l'efficacité des marchés financiers. Ce sont quelques exemples... Chaque fois, dans une langue limpide, Chang déroule une argumentation implacable, appuyée sur des faits incontestables. Ainsi la mondialisation repose sur des bases intellectuellement fausses. Il est temps de le reconnaître et d'en tirer les conséquences politiques. **L. J.**

(*) « Deux ou trois choses que l'on ne vous dit jamais sur le capitalisme », Seuil, 360 p., 21 euros.